

# Les enseignants manifestent au Havre, parce que « Blanquer ment »

Par Christophe FREBOU

5-6 minutes

---

Mis en ligne le 23/09/2021 à 18:32

Ils n'étaient qu'une centaine à manifester au Havre le 23 septembre 2021 pour l'obtention d'un « plan d'urgence » pour l'éducation. Mais à moins d'un an de l'élection présidentielle, les appels pourraient se multiplier.



Déjà les enseignants appellent à une autre action le 28 septembre au Havre - Paris Normandie

Deux ans, depuis l'entrée en application [des mesures de la loi](#)

[Blanquer](#), qu'aucune manifestation propre à l'Éducation nationale n'avait pas foulé le pavé des rues du centre-ville du **Havre**. Ils n'étaient donc pas très nombreux, le 23 septembre 2021 au matin, à avoir répondu à l'appel des syndicats FSU, Sud, CGT et FO à respecter un mouvement de grève et venir défiler pour obtenir un « plan d'urgence ». **À peine une centaine**. Mais d'ores et déjà, les enseignants se donnent rendez-vous le 28 septembre 2021 (18 heures) devant la sous-préfecture pour tenter de donner du corps à leur action.

**« Ce dont ont besoin les écoles, ce n'est certainement pas d'un bataillon de chefaillons »**

*« Selon notre ministre, cette rentrée se déroule parfaitement et en toute sérénité. Nous ne pouvons le laisser dire »,* justifie Éric Joufret, professeur d'EPS s'exprimant au nom du SNEP-FSU (syndicat national de l'éducation physique). *« Blanquer ment. Sur la gestion de la crise sanitaire. Quand il annonce que l'Éducation nationale est prioritaire alors que l'on a essuyé 7 490 suppressions de postes pour 63 000 élèves de plus dans les collèges et les lycées depuis le début du mandat. Il ment sur la revalorisation qui devait faire des enseignants français les mieux payés d'Europe. Il ment sur la réforme du lycée qui devait se faire sans perte de moyens. Sur parcoursup qui devait faciliter l'orientation des jeunes dans le supérieur. Sur l'importance donnée à la voie professionnelle en l'abandonnant à l'apprentissage. Nous devons aussi dénoncer ses projets de réforme de l'éducation prioritaire et du statut des directeurs d'établissement. »*

Devant l'école Raspail, Stéphanie Rio, pour le SNUIPP (syndicat des instituteurs et professeurs des écoles), détaille ces derniers points : « [Emmanuel Macron lance une](#)

[expérimentation à Marseille](#) qui vise à conditionner l'attribution de moyens aux projets que les écoles proposeront. Elles n'y auront pas toutes accès puisque les projets devront être validés. Elle vise également à permettre aux directeurs d'avoir un droit de regard sur les recrutements de leur équipe pédagogique. C'est-à-dire les transformer en supérieurs comme le préconise [le projet de loi Rilhac](#). Ce dont ont besoin les écoles, ce n'est certainement pas d'un bataillon de chefaillons. »

### **Ce n'est plus « passe ton bac d'abord »**

Devant la grille du lycée François-1<sup>er</sup>, Jenny Cantin pour Sud Éducation ne se souvient déjà plus « *qu'il a existé un bac qui permettait aux jeunes d'aller à l'université sans se poser de question* ». Et l'enseignante du lycée Claude-Monet de tirer à boulet rouge sur [Parcoursup](#), la plateforme web destinée à gérer les vœux d'affection des futurs étudiants.

« À 15 ans, nos ados doivent choisir leur cursus. Autrefois on leur répondait : “passe ton bac d'abord”. Aujourd'hui, c'est “pense d'abord à un secteur économique”. Et quand ils ont leur bac ? Ils ne rentrent plus forcément à l'université. En revanche le supérieur privé bondit de 30 %. Pour les familles qui ont les moyens, tout va bien. Pour les autres tant pis... Enfin, il a été décidé de passer d'autres matières (NDLR : celles du tronc commun, sauf le français en 1<sup>ère</sup>, les spécialités et la philosophie en terminal) en contrôle continu. Aujourd'hui, la valeur du bac est celle de l'établissement dans lequel le lycéen se trouve, potentiellement le quartier dans lequel il vit. L'égalité, c'est terminé. Place à l'école du tri social. »